

*capitalisme imperialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs afin d'empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat* ». Les réformes ne sont plus guère alors que le résidu et la menue monnaie des luttes *— classe ouvrière au mouvement réformiste, de plus en plus en difficulté dans son rôle strict de défense des intérêts immédiats du prolétariat, il a tendance à devenir un pilier de l'ordre établi afin d'obtenir par la négociation, en échange de ses services, ce qu'il n'espère plus obtenir par la lutte et par la force.*

5) C'est ainsi que Trotsky explique que la social-démocratie, placée devant l'impasse du réformisme classique, doit se muer en *social imperialism*. Cette évolution amorcée dans l'entre-deux guerres a été spectaculairement confirmée dans les années '50. En France, de 1954 à 1957, fleurit une littérature abondante sur la crise de la social-démocratie coincée entre la guerre d'Algérie et la responsabilité du pouvoir : *La science économique et l'action* de Mendès ; la préface de Mollet à *Déclin et succession du capitalisme, Le socialisme Trahi* d'André Philip. En 1958, les documents de la conférence de Scarborough pour un nouveau programme du parti travailliste expliquent cyniquement que « le parti travailliste reconnaît qu'avec le passage des fonctions de direction entre les mains de directeurs professionnels, les grandes entreprises dans leur ensemble servent bien la nation... ». En Allemagne enfin, c'est en 1960 à son célèbre Congrès de Bad - Godesberg que la social-démocratie liquide toute référence au marxisme. La social-démocratie était ainsi bien préparée en théorie à jouer le rôle auquel elle fut appelée en pratique : les Nenni, les Wilson, les Brandt, et avant eux les Mollet et les Moch au pouvoir gèrent fidèlement les intérêts du Capital. La bourgeoisie éclairée leur fait confiance, sachant bien que la confiance et les accointances dont ils jouissent encore dans le mouvement ouvrier et dans sa bureaucratie leur facilitera d'autant la tâche d'intégration et de mise au pas qu'elle leur attribue.

Le rétrécissement de ses bases parlementaires et syndicales réduit le réformisme à un appareil électoral et à une idéologie confuse autour desquels gravitent des groupes invertébrés qui balancent éperdument entre le contre-plan et l'auto-gestion, entre Rocard et le maoïsme occidental.

L'essor du gauchisme n'est en grande partie que le revers de l'impuissance réformiste. Le gauchisme trouve sa base sociale dans le développement de la petite-bourgeoisie intellectuelle salariée, celle du secteur tertiaire, de l'enseignement, des professions techniques. Toutes ces couches érigent en anti-autoritarisme ou en mobilisation anti-répressive leur incapacité à affronter seules et de façon prolongée le pouvoir fort de la bourgeoisie ; elles ruminent leur dépit devant une société qui leur avait promis plus qu'elle ne leur donne. Ce gauchisme repose sur l'impossibilité pour ces couches velleitaires d'aborder de front et de résoudre les contradictions du mouvement ouvrier organisé. D'où les tentatives populistes de noyer le prolétariat dans le peuple auquel on attribue les tâches démocratiques d'un jacobinisme rénové, ou les tentatives plus intellectuelles de dissoudre la classe ouvrière dans le bloc historique : deux façons pour ces couches de s'adjoindre la classe ouvrière qui les hante et de combattre la théorie léniniste de l'organisation qui les rebute. D'autres courants, parfois les mêmes, essaient de remporter dans le domaine de la consommation les victoires qu'ils ne peuvent prétendre remporter dans l'entreprise : ainsi les problèmes de distribution, de loisir et de cadre de vie deviennent l'aire de repli favorite de courants réformistes auxquels le capitalisme monopoliste a déjà rogné les ailes sur les lieux de production.

6) Dans les stratégies ouvrières opposées au capitalisme des monopoles, celle du PCF, organisation dominante dans la classe ouvrière française, occupe la place principale.

Si les sociaux-démocrates n'honoraient que d'un coup de chapeau occasionnel leur lointain programme maximum, les stalinien eux ont réussi à donner de la substance à ce mirage.

La construction du socialisme en URSS est sensée l'illustrer et l'incarner.

Ainsi la *stratégie internationale de coexistence pacifique*, qui fait de la compétition économique loyale entre l'URSS et les USA le nouveau moteur de l'histoire au détriment de la lutte des classes, permet une application rénovée du système des deux programmes. Les stalinien luttent au jour le jour pour la démocratie véritable,

rénovée, ou avancée dans un cadre capitaliste, et ils présentent le modèle illustré de l'URSS comme la terre promise du socialisme. Entre les deux, aucun lien. On ne se demande ni quand, ni comment, ni pourquoi les masses monteront à l'assaut de la citadelle capitaliste pour en finir avec la servitude du salariat.

La stratégie du PCF marche donc sur deux jambes : d'un côté le rassemblement des couches anti-monopolistes pour la démocratie avancée rappelle le programme minimum ; de l'autre la défense de l'URSS comme image vivante du socialisme rappelle le programme maximum. Mais la première tâche consiste moins pour le PCF à passer alliance avec d'autres classes qu'à gagner leur confiance et leur clientèle électorale à *devenir le parti du peuple tout entier*, quitte à édulcorer le programme. Sur ce point le stalinien se distingue du réformisme classique. Aujourd'hui le PCF est cul-de-jatte. L'effondrement électoral de ses alliés après mai 68 ôte dans l'immédiat toute crédibilité à la perspective de rénovation démocratique par la gauche unie. L'intervention blindée d'août 1968 en Tchécoslovaquie, les émeutes ouvrières de décembre 70 en Pologne, et la renaissance de l'opposition révolutionnaire en URSS ternissent considérablement la caution qu'apportaient au PCF les bureaucrates usurpateurs du Kremblin présentés abusivement aux travailleurs d'Europe comme les héritiers directs de la révolution d'octobre.

Pourtant le PCF propose obstinément sa stratégie « des voies de passages pacifiques et démocratiques au socialisme ». Mobilisées dans un front anti-monopoliste contre le pouvoir personnel et attirées par les attraits du socialisme bureaucratique, les masses pourraient élargir la démocratie bourgeoise rénovée en démocratie socialiste, via la démocratie avancée, sans solution de continuité. Jaurès considérait déjà que « la démocratie c'est le minimum de socialisme, et le socialisme le maximum de démocratie ». Entre les deux l'Etat bourgeois n'est plus un obstacle ; il ne s'agit plus de le détruire mais seulement de l'investir, de faire fonctionner ses structures conservées intactes au bénéfice des couches anti-monopolistes. Pour les marxistes révolutionnaires au contraire, l'Etat n'est neutre ni dans sa forme ni dans son contenu ; c'est un instrument de domination forgé par la bourgeoisie à son usage. Il doit être renversé et détruit par la violence. La question de savoir si ce renversement violent sera en outre sanglant dépend essentiellement de la détermination et de la résistance de la bourgeoisie, du prix auquel elle est résolue à faire payer son expropriation. La classe ouvrière doit de son côté être prête à la pire hypothèse, c'est-à-dire à l'affrontement armé généralisé.

Face à l'Etat fort, les stalinien créent l'illusion qu'il suffit d'ajouter aux revendications économiques immédiates des revendications démocratiques et anti-fascistes pour démocratiser l'Etat. Or, pas plus qu'on ne peut limiter sur le fond le pouvoir économique des monopoles dans le cadre du mode de production capitaliste, on ne peut limiter leur pouvoir politique dans le cadre de l'Etat bourgeois. La lutte contre le grand capital ne peut être menée résolument au nom des intérêts du petit capital, mais au nom des intérêts du prolétariat. A nourrir l'illusion inverse, la pente de la collaboration de classe est rapide. Les seules périodes d'intense mobilisation sont les campagnes électorales et ce sont les considérations électorales qui finissent par déterminer la ligne politique. C'est ainsi que la fraction stalinienne dans et à la direction des syndicats, s'efforce de répondre pied à pied par contre-projets et plate-formes alternatives aux plans de la bourgeoisie : elle est ainsi amenée à avancer non un programme de lutte de classe mais un contre-programme de gouvernement raisonnable et applicable dans le cadre de l'ordre établi et selon les normes qui le régissent. Les luttes limitées sur ces plate-formes, sous forme de semaines d'action artificielles, ont pour fonction essentielle non de déboucher sur des victoires partielles, mais de faire pression sur les alliés électoraux. Pour faire figure de parti de gouvernement responsable, le PCF est ainsi amené par le biais de la participation à prendre sa part de responsabilité dans la gestion de la pénurie universitaire ; et sa fraction dans la CGT, après une série de tergiversations tactiques, est conduite à raisonner dans le cadre tracé par les contrats de progrès, puis, inégalement, à les signer en rechignant à peine.

Il ne s'agit pas là d'une stratégie révolutionnaire hardie, mais d'une politique étriquée de marchandage électoral qui s'efforce d'accréditer la vieille idée réformiste